



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CHRU Besançon

Besançon, le 24 avril 2023

Sons sans lumière pour Macron : la lutte continue, et elle continuera !

Macron n'en peut plus de traîner les casseroles de sa réforme des retraites : il annonce haut et fort que celle-ci est passée, qu'il faut tourner la page et qu'il va aller à la rencontre de la population, mais à chaque prise de parole, quel que soit l'endroit, il est accueilli bruyamment. À tel point qu'à Ganges, dans l'Hérault, jeudi dernier, un arrêté de la préfecture a interdit tout « dispositif sonore portatif »... Le ridicule était bel et bien là ! Surtout que le dispositif de sécurité autour de la visite présidentielle n'a pas empêché qu'il doive faire la réunion prévue dans un collège de la ville sur des petites chaises en plein milieu de la cour, en raison d'une coupure de courant orchestrée par des grévistes d'EDF... Son « tour de France » risque d'être très laborieux.

Macron et le CAC 40, dégagez !

Sans attendre le 1^{er} mai, tous ceux qui se sont mobilisés contre la réforme des retraites depuis plus de trois mois saisissent toutes les occasions pour manifester leur colère et leur refus de cette réforme injuste. Une véritable guérilla contre Macron et son gouvernement, qui montre que la lutte continue.

Le 20 avril, de nombreuses actions étaient organisées, dont l'envahissement du siège d'Euronext à la Défense par des centaines de cheminots avec le slogan « Le CAC 40 à la caisse pour payer nos retraites ». Euronext gère en effet la Bourse de Paris où s'échangent les titres financiers des grandes entreprises. Ou bien encore, la manifestation parisienne organisée par l'AG interprofessionnelle 92 et la coordination nationale étudiante qui a pu rendre visibles les grévistes de tous secteurs dont les cheminots.

Au-delà de ce gouvernement et de la détestation qu'il suscite, il faut bien voir que c'est tout un système contre lequel nous devons lutter : le capitalisme et sa course au profit qui nous laisse de moins en moins les moyens de vivre. C'est bien pour cela qu'en même temps que la lutte contre la casse de nos retraites, les grèves pour les salaires ont continué. Le week-end dernier, hôtesses et stewards de la compagnie aérienne Vueling étaient en grève pour revendiquer 15 % d'augmentation. Chez Vueling, les salaires aussi sont low cost ! Dans le Nord, des salariés de VertBaudet entament leur deuxième mois de grève pour les salaires.

Le 1^{er} mai toutes et tous dans la rue, et après on continue !

La persistance de ces grèves et l'expression de cette colère des salariés à travers le pays, coupures de courant à l'appui, permet de voir ce que nous pourrions faire si ces luttes étaient coordonnées. En tant que travailleuses et travailleurs, nous avons une force décisive, à condition d'en prendre conscience et de nous organiser, indépendamment des directions syndicales. En revanche nous n'avons rien à attendre de la reprise d'un prétendu dialogue social avec un gouvernement qui n'attend qu'une chose : continuer à nous attaquer pour mieux servir le patronat.

Alors le 28 avril, nous pouvons faire grève et nous mobiliser à l'occasion de la journée internationale de la sécurité et de la santé au travail. Chaque année, plus de 1 000 accidents mortels du travail et de trajet sont déclarés en France. Sans parler des maladies professionnelles. Et on voudrait nous faire travailler deux ans de plus !

Puis le 1^{er} mai, journée de lutte internationale des travailleuses et travailleurs, soyons les plus nombreux possible dans les rues de toutes les villes du pays pour clamer haut et fort, avec ou sans casseroles, que non, c'est non, cette réforme des retraites, on n'en veut toujours pas. Grèves, blocages, manifestations, casserolades, chasse aux ministres, tout va devoir continuer jusqu'au retrait... et cela dès le 2 mai !

À Besançon, manifestation du 1^{er} mai : 10 heures place Battant

Il y a urgence aux urgences

Aux urgences adultes, le temps d'attente minimal est de 8 heures, sur un brancard, de jour ou de nuit. Quelques rares fois, nous arrivons à trouver un lit pour un patient particulièrement fragile. Aux urgences psychiatriques, il a cinq lits, dont un avec des contentions. Mais très régulièrement, le nombre de patients pris en charge par le service explose, sans que l'équipe n'ait de renfort, alors que ces patients sont très fragiles.

Les urgences psychiatriques en sursis ?

Les urgences psychiatriques connaissent des difficultés liées au manque de lits en admission et sont de plus en plus engorgées. La direction du CHU et celle de l'hôpital de Novillars doivent rediscuter la convention qui les lie à ce service. L'existence même du service est en cause. C'est pourtant une unité indispensable pour les patients en détresse qui comptent sur le personnel et les médecins des urgences.

Services en manque de personnel

En chirurgie vasculaire, il y a trois services, dont deux en soins intensifs. La semaine dernière, certains jours, le secteur a dû parfois fonctionner avec une seule AS et sans d'ASH. Dans le pôle, entre les vacances et le manque de personnel, il n'y avait personne pour venir remplacer ces absences. Les patients n'ont donc pas été levés, les toilettes ont été un peu plus rapides et les AS ont dû assurer, à minima, le ménage.

C'était un petit jardin, avec des bancs, un cerisier et des fleurs...

À Saint-Jacques, les bâtiments sont vendus puis rasés petit à petit. Le petit jardin à côté de l'ancien Samu est maintenant clôturé par des grilles. Les patients de psychiatrie qui sont encore hospitalisés au centre-ville ne peuvent donc plus s'y rendre. Ils doivent se contenter d'une toute petite zone terne, entre l'ancien bâtiment de la direction générale et de celui de Pasteur pour aller s'aérer. Dommage !

Ça ne Rist pas de s'améliorer

Entrée en vigueur le 3 avril, la loi Rist vise à plafonner les honoraires des médecins intérimaires à 1 390 euros brut par garde de vingt-quatre heures dans les hôpitaux publics. Alors que 30 % des postes de médecin titulaire sont vacants dans le public, les médecins intérimaires se sont largement tournés vers

le privé où la nouvelle loi ne s'applique pas : au 17 avril on recensait 70 services fermés en raison du manque d'intérimaires et une vingtaine d'autres avaient mis en place des fermetures partielles et des déprogrammations.

Salaire minimum... et augmentation minimum

Le Smic sera revalorisé de 2 % au 1^{er} mai. Une augmentation automatique pour suivre l'inflation, officiellement de 6 %, mais qui atteint 16 %, et va dépasser 20 % selon le patron de SuperU, sur l'alimentation. Pour les 12 % des salariés qui touchent le Smic et tous ceux dont les salaires sont à peine au-dessus, il faudrait bien plus pour combler l'inflation. Pour vivre dignement, c'est au moins 2 000 euros par mois qu'il nous faut.

Les profits et le CAC 40 sont au plus haut, pas question que nos salaires restent au plus bas.

Quoi qu'il en coûte, qu'ils disaient

Voilà que Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, agite le chiffon rouge du remboursement de la dette publique : il faudrait réduire les dépenses publiques dès maintenant, en coupant dans les services utiles à la population, ou augmenter les impôts demain. La peste ou le choléra ? Dans les deux cas, ils veulent encore une fois nous faire trinquer !

L'explosion de la dette a largement profité aux grands groupes capitalistes via les milliards de subventions reçues et les contrats juteux passés avec l'État. Si certains doivent passer à la caisse, ce sont bien eux.

Opération « Wuambushu » à Mayotte : les migrants dans le viseur de Darmanin

Gérald Darmanin, le ministre de l'Intérieur, a affirmé qu'une vaste opération anti-migrants dénommée « Wuambushu » avait commencé à Mayotte. Plus de 500 policiers et gendarmes ont été déployés en renfort, pour procéder à une vague massive d'expulsions (un objectif de 300 par jour en moyenne !) et détruire des milliers de logements-bidonvilles où s'entassaient des familles venues des autres îles de l'archipel des Comores. Le gouvernement, relayé par des politiciens locaux, accuse les migrants de tous les maux dont souffre l'île : sous-développement, misère, délinquance, etc.

À bas cette politique xénophobe et non aux expulsions à Mayotte !